Augmenter le temps de travail ? Fillon veut augmenter le chômage et donc la pression sur les salariés

écrit par Maxime | 21 mars 2017

Je ne vois pas l'intérêt d'augmenter le temps de travail dans le contexte actuel, si ce n'est abrutir l'animal politique français en le réduisant davantage encore à ses fonctions de production et consommation économiques.

Cela participe du grand remplacement ainsi également, dont le but principal, selon moi, est de faire disparaître la protection sociale. Fillon ne vaut pas mieux que les autres de ce point de vue.

Si une entreprise n'a pas les moyens d'embaucher du personnel supplémentaire et ne trouve prétendument comme issue que l'augmentation du temps de travail de ses salariés, c'est qu'elle n'est pas viable. C'est le problème du propriétaire de l'entreprise. Il n'a qu'à s'associer et partageant le capital de son entreprise, ce qui réduit ses propres bénéfices, quitte à recourir à « l'apport en industrie ».

Je pense que la proposition de Fillon sur le temps de travail vise à maintenir un fort taux de chômage pour mettre davantage encore la pression sur les salariés en leur laissant entendre que d'autres sont nombreux à attendre derrière le portillon pour prendre leur place s'ils ne sont pas contents.

Ayant un syndicaliste dans ma famille, j'ai des échos effroyables à ce sujet et il n'est pas question de TPE ou de PME mais de grandes entreprises très lucratives où l'on traite les salariés avec mépris, du moins certains, l'art de diviser pour mieux régner étant cultivé, en étant au contraire très

souple avec d'autres pour créer des dissensions entre employés.

C'est idéologique, c'est un petit plaisir d'homme de droite, et ce n'est pas adapté au contexte actuel. **Ceux qui ont cette mentalité ne sont pas patriotes, ils sont en voie de réussir à dépouiller le peuple français de l'effectivité de ses droits politiques et sociaux (les deux vont de pair) en faisant jouer au maximum la concurrence interne et la concurrence internationale entre travailleurs aussi.**

C'est la dignité humaine qui est en cause finalement.

Un concept juridique exprime la capacité de la France à faire régner un certain ordre en France sur ce plan : les lois de police, lois impératives dès que les intérêts français sont en jeu et indépendamment de l'application d'une loi étrangère choisie par les intéressés. Or, ce que proposent « les Républicains » via leur candidat reviendra à empêcher, le temps passant, la possibilité pour les Français d'avoir des « lois de police » pour les protéger.

La fausse gauche, Macron, Hamon, arriveront au même résultat mais de façon détournée. On a bien vu ce que ça donnait quand ils étaient au pouvoir avec la loi el Khomri et l'accueil massif d'immigrés.

Aucune puissance économique privée n'a intérêt au plein emploi, au confort de salariés qui pourraient retrouver de la disponibilité pour s'occuper de la chose politique, défendre leurs droits et reprendre le pouvoir, puisque le problème qu'on essaie d'étouffer, c'est celui de la redistribution sociale.

Et pour ce faire, tout est bon, même des raisonnements qui ne tiennent pas debout mais qu'on nous martèle dans les médias et le discours des politiciens.

39 milliardaires en France, dont une proportion importante qui le sont devenus par héritage : <http://www.lefigaro.fr/argent/2017/03/20/05010-20170320ARTFI>

[G00208-pres-d-un-milliardaire-francais-sur-cinq-est-un-heritier.php](http://www.bvoltaire.fr/jeanpierrefabrebernadac/moi-prefere-et-re-electeur-fn-quun-taliban-philosophe-a-bhl,319147)

Derrière eux, une proportion impressionnante de détenteurs de fortunes de plusieurs centaines de millions d'euros, des grandes fortunes en tous genres comme Pierre Bergé et BHL, des soutiens notoires des politiques apatrides.

<http://www.bvoltaire.fr/jeanpierrefabrebernadac/moi-prefere-et-re-electeur-fn-quun-taliban-philosophe-a-bhl,319147>

Pas un seul soutien de Marine le Pen à ma connaissance en revanche.

Et ce serait aux Sans-dents de donner aux « Restos du coeur », de faire du bénévolat, etc. ?

Des réformes sociales deviennent nécessaires, comme il en fut dans l'Antiquité aux temps de Solon ou Lycurgue, qui les firent dans le cadre de communautés fermées, l'équivalent de nos Etats-nations.

Ils n'auraient sans doute pas pu le faire si les portes de leur pays avaient été grandes ouvertes, ils ont pu le faire grâce à l'importance des terres dans la vie économique et de l'ancrage au sol. Il était question de redistributions de terres, les fortunes étaient essentiellement immobilières.

La dématérialisation des richesses, devenues mobilières, rend plus difficile pareille entreprise en France, surtout quand la volonté politique n'y est pas. De ce point de vue, le pire est Macron, qui veut pénaliser la propriété immobilière par rapport à la mobilière :

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/02/01/20002-20170201ARTFIG00127-macron-veut-transformer-l-isf-en-impot-sur-la-rente-immobiliere.php>

Il ne nous faut donc ni un Macron, ni un Mélenchon, ni un Fillon, ni un Hamon, mais un Solon pour le rétablissement de la justice sociale... et un Dracon pour le retour de l'ordre et la sévérité de la punition des infractions pénales violentes.

Le présidentiable qui en est le plus digne héritier porte des talons aiguilles...